LE DIALOGUE INTER-LIBYEN D'ALGER PORTE SES PREMIERS FRUITS

Consensus pour un gouvernement de transition

La rencontre d'Alger, la deuxième du genre, entre tous les partis libyens a pris fin, hier mardi, à l'hôtel El-Aurassi, avec un progrès significatif : «Il existe un consensus autour de l'impérative formation d'un gouvernement d'union nationale et de la nécessité de récupérer les milices qu'il convient de réintégrer dans la vie politique et militaire.» C'est ce qu'a déclaré le ministre délégué aux Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Messahel s'exprimait ainsi au cours d'une conférence de presse conjointement animée avec le représentant des Nations-Unies pour la Libye, Bernardino Leon.

Cette rencontre d'Alger, pour rappel, a réuni 22 chefs de partis et des personnalités libyennes sous l'égide des Nations-Unies et à l'initiative de l'Algérie. Il s'agit du volet le plus important des différents processus engagés par l'ONU.

A Alger, il s'agit donc de la partie politique de la crise. Y ont assisté, à titre d'observateurs, les ambassadeurs des pays riverains, à savoir l'Égypte, la Tunisie, le Tchad et le Niger. «L'objectif de la réunion d'Alger est de parvenir à la formation de ce gouvernement qui représentera l'État et dont les prérogatives font actuellement l'objet de débat», ajoutera Messahel.

L'esquisse, en fait, de ce que sera ce gouvernement, forcément de transition et qui aura pour mission, la lourde charge de redonner une autorité pour la Libye, mettre fin au règne des milices qu'il s'agira d'intégrer dans une armée régulière à construire, combattre efficacement les groupes terroristes de Daesh, Al-Qaïda et Ansar Echaria qui infestent le pays et, enfin, organiser les différentes élections pour élire des institutions pour la Libye, comme c'était le cas de la Tunisie. «Les prochaines rencontres à Alger» aborderont les questions relevant du détail, sur ce que sera ce gouvernement, ajoutera Messahel en substance. Tout cela, avant que, «progressivement, tous les processus du dialogue inter-libyen engagés séparément (parlementaires, société civile, tribus) ne convergent tous pour permettre à nos frères libyens de signer un accord consensuel à Tripoli».

Photo : NewPress

Abdelkader Messahel et Bernardino Leon lors de la conférence de presse.

Le représentant de l'ONU, qui s'est dit «réaliste et conscient des difficultés», n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction quant au déroulement de la deuxième rencontre d'Alger ainsi que de ses résultats. «La qualité des échanges était importante et le résultat de la réunion est un grand succès et donne de l'espoir pour les autres groupes de travail créés dans l'objectif de parvenir à un accord politique pour la Libye.» Pour lui, «il s'agit, là, de la plus importante des réunions tenues jusque-là avec la participation de l'ensemble des partis importants».

Ces négociations inter-libyennes ont lieu, faut-il le rappeler, sur la base d'un document de travail préparé par les Nations-Unies. «Il s'agit, a-t-il expliqué, de l'exposé et de l'étude d'un document élaboré par les Nations-Unies dans le but de trouver une solution politique globale à la crise en Libye, le suivi des travaux réalisés par les autres groupes de travail, dont les parlementaires, la société civile, les groupes armés et les tribus, ainsi que l'examen de la situation sur le terrain en Libye qui est préoccupante à cause de l'usage des armes et de la recrudescence de la violence».

Pour le représentant de l'ONU, il urge d'aboutir à une solution politique «le plus tôt possible» pour pouvoir, en outre, combattre efficacement le terrorisme. Une solution politique qui sera appuyée par l'ensemble de la communauté internationale, comme avait tenu à le souligner Abdelkader Messahel.

Les participants à cette deuxième réunion d'Alger devaient, par ailleurs, couronner ce deuxième round par une déclaration commune.

K. A.

APRÈS UNE PREMIÈRE JOURNÉE DE GRÈVE

Le Cnes décidera des suites à donner au mouvement samedi prochain

Tirs de sommation pour le Cnes qui entamait, hier, son action de protestation. Le syndicat estime que la «vraie» grève sera celle qui sera entamée vers le mois de mai.

La date sera fixée samedi prochain par le conseil national. Pas de paralysie des universités, hier, au premier jour de l'action de protestation de trois jours décidée par le Conseil national des enseignants du supérieur. Pour le chargé de l'information au sein du syndicat, il s'agissait surtout de prendre le pouls et de «tâter le terrain» en attendant les décisions du Conseil national devant se réunir samedi prochain. Ce dernier aura à évaluer les trois jours de protestation et à arrêter d'éventuelles actions à venir. A l'origine de cette décision, l'attitude du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le département de Mebarki est accusé d'ignorer les revendications du Cnes et de ne pas s'inscrire dans une démarche de dialogue avec le partenaire social. Ce dernier fait part de sa grande déception et de son rejet du projet de décret portant statut particulier de l'enseignant considéré par le syndicat comme un recul en matière d'acquis.

Le Cnes revendique la révision de ce statut, la revalorisation du salaire de l'enseignant, davantage de démocratie dans la gestion des structures universitaires, la prise en charge de la question des logements de fonction, une évaluation du système LMD et l'amélioration des conditions d'exercice de la fonction d'enseignant universitaire, qualifiée par le Cnes de catastrophique.

N. I.

RENCONTRES PROFESSIONNELLES TUNISO-ALGÉRIENNES À ORAN

«Le tourisme de santé est très demandé par les Algériens»

C'est dans le cadre d'une stratégie globale mise en place par la Tunisie en Algérie pour l'identification des secteurs d'activité par rapport à l'offre tunisienne et à la demande algérienne, qu'a été organisé, hier, à Oran, à l'hôtel Royal, une rencontre B to B entre les opérateurs algériens et tunisiens activant dans le secteur du tourisme de santé.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Une quinzaine de cliniques tunisiennes multidisciplinaires et spécialisées y ont pris part, ainsi que des agences de voyage liées au tourisme de santé.

Avec leurs homologues algériens, ils étudient les possibilités d'investissement tunisien. Mais pas seulement, nous dira M. Riadh Bezzarga, chef de la Mission économique tunisienne à Alger : «Il y a aussi la possibilité d'acheminer des malades algériens vers la Tunisie, et étudier l'éventualité d'un échange afin de voir s'il y a des médecins tunisiens qui peuvent faire des actes chirurgicaux ici en Algérie dans les cliniques privées ou bien publiques.» En termes de chiffres, globalement, en 2013, la Tunisie a accueilli 376 000 patients étrangers.

Concernant la nationalité des patients par ordre d'importance en nombre, l'on retrouve en première position la Libye puis l'Algérie avec 17 000 patients. Notre interlocuteur précise que ce sont des Algériens venus seuls sans assistance ou orientation de créneaux professionnels. «Notre souhait est de mettre en place un mécanisme professionnel où ceux qui ne sont pas du métier n'ont pas de place. Avec cette organisation, nous pourrons multiplier le nombre d'Algériens étant donné que la demande est là. Il y a un système à mettre en place et ce genre de rencontre permet d'identifier les opportunités entre les deux pays ».

En majorité, parmi ces 17 000 patients algériens qui se sont soignés en Tunisie, le domaine de la chirurgie des yeux est en première position, suivie par la chirurgie esthétique et la chirurgie cardiaque ou encore dentaire.

En matière de tourisme, M. Ylies M'Sallem, représentant adjoint de l'Office national du tourisme tunisien à Oran, nous dira : «Ce créneau du tourisme de santé est très demandé par les Algériens, notre objectif est de mieux présenter ce domaine et établir des échanges. En 2014, un million 284 000 Algériens ont visité la Tunisie dont une grande partie pour bénéficier de la thalasso et du tourisme de bien-être.»

Concernant l'aspect sécuritaire en Tunisie qui est indissociable du tourisme, notre interlocuteur dira à ce sujet que «les premiers qui ont été auprès de la Tunisie c'étaient les Algériens, suite à l'action terroriste inqualifiable du 18 mars, il faut savoir que les vacances des Algériens c'était le 21, le premier week-end, les Algériens n'ont pas raté leur destination. Certes, il y a eu quelques annulations mais pas très significatives pour le marché algérien, d'ailleurs jusqu'au mois de mars, on est au positif concernant l'affluence des touristes algériens».

A. B.

LUTTE ANTITERRORISTE

Un important lot d'armes de guerre saisi près d'In Guezzam

Une tentative d'acheminement d'une importante quantité d'armements de guerre, de munitions et d'explosifs a été mise en échec, hier, dans la région d'In Guezzam, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), relevant du secteur opérationnel d'In Guezzam (6e Région militaire), a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«L'opération, qui a eu lieu suite à une patrouille de reconnaissance menée par les éléments de l'ANP près de la bande frontalière à Tiririne, s'est soldée par la découverte d'une cache contenant 6 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, 3 fusils mitrailleurs de type FMPK, 2 lance-roquettes de type RPG-7 et SPG-9, 2 mortiers de calibre 60 mm, 6 mitrailleurs de calibres 14,5 mm et 12,7 mm, 2 mines anti-groupes, 60 grenades offensives et défensives, 225 kilogrammes de produits explosifs, 45 roquettes de différents calibres et 1 761 balles pour divers armements», a-t-on précisé.

«Cette opération de qualité est le fruit de la vigilance des éléments de l'ANP et leur veille à défendre l'intégrité du territoire national et à déjouer toute tentative visant à porter atteinte à la stabilité et la sécurité de l'Algérie, et ce, en dépit de tous les sacrifices pour faire face à ces menaces et défis, à l'instar de la sécurisation des frontières, la lutte antiterroriste, la lutte contre la contrebande et le crime organisé», a-t-on souligné.

APS